

## **L'université n'est pas un filtre social**

**Samuel mayol**

**MCF en Sciences de Gestion**

**Directeur du laboratoire LaRA-ICD**

On voudrait nous faire croire qu'il n'y aurait plus d'autre choix que de « sélectionner » à l'entrée de l'université, au nom du réalisme budgétaire, de la qualité ou de l' « orientation ». Cette injonction revient en réalité à renoncer à l'ambition **républicaine** d'un service public de l'enseignement supérieur ouvert à tous les bacheliers, quels que soient leur origine sociale, leur lycée d'origine ou leur capital culturel. Transformer l'accès à l'université en concours déguisé, c'est substituer à un droit un privilège réservé à ceux qui maîtrisent déjà les codes scolaires et sociaux.

La sélection consacre d'abord une dérive gestionnaire : l'université sommée de raisonner en termes de flux, de coûts, de « rentabilité » des formations. Dans un paysage déjà marqué par des dotations insuffisantes, des déficits et des fermetures de cursus, filtrer les entrants revient à ajuster l'offre non pas aux besoins de la société, mais aux contraintes budgétaires. La pénurie n'est pas un fait de nature : elle est produite lorsque l'État se désengage, fige les moyens, puis invoque l'impossibilité d'accueillir tous les bacheliers pour justifier le tri à l'entrée.

Cette logique accroît mécaniquement les inégalités sociales et territoriales. Les premiers exclus seront les lycéens des milieux populaires, des filières professionnelles ou des territoires éloignés, ceux qui n'ont ni parents diplômés, ni accompagnement privé pour valoriser leur dossier. Beaucoup se verront poussés vers des formations privées payantes, quand d'autres renonceront tout simplement à poursuivre des études supérieures. On organise ainsi un système à deux vitesses : une université publique appauvrie et des filières sélectives, publiques ou privées, qui concentrent les ressources et les opportunités.

Mais surtout, la sélection défigure la vocation même de l'université. Celle-ci n'est pas seulement un lieu d'apprentissage d'un métier : c'est un espace où l'on apprend à penser, à débattre, à se confronter à des savoirs qui ne se mesurent pas à leur seule utilité immédiate. En assumant le tri, on sacrifie les disciplines jugées « non rentables », on réduit l'horizon de l'enseignement supérieur à l'employabilité de court terme et l'on fragilise un des piliers de notre démocratie : la formation intellectuelle et critique du plus grand nombre.

Je suis donc résolument opposé à la sélection à l'entrée de l'université. Le choix n'est pas entre le tri et le chaos, mais entre le renoncement et l'investissement. Plutôt que de fermer la porte à des étudiants, exigeons les moyens de leur réussite : plus d'enseignants, plus d'accompagnement, des conditions d'étude dignes et une véritable politique nationale pour l'enseignement supérieur. C'est à ce prix que l'université restera ce qu'elle doit être : non pas un filtre social, mais un lieu d'émancipation pour toutes et tous.